

BOUMEDIENE Malik

E-Mail : malik@boumediene.fr

Tél (Maroc) : 00 212 763 132 883

Tél (France) : 00 33 6 64 90 20 45

ETAT CIVIL

Nationalités : Marocaine / Française.

Date de naissance : 02-02-1971.

Lieu de naissance : Saint Raphaël (VAR).

FORMATION

Habilitation à Diriger les Recherches, 30 novembre 2004, Mention : Très honorable et félicitations du jury
1 décembre 2004

Doctorat, Droit public (mention très honorable et les félicitations du jury) - Faculté de Droit, Nice-Sous la Direction du Doyen Robert CHARVIN
Janvier 2003

D.E.A droit, Faculté de Droit, Nice
1996-1997

Maîtrise de Droit Public, mention « *assez bien* »
1995-1996

Licence en Droit, Faculté de droit, Nice
1994-1995

Licence en Administration Publique
1994-1995

DEUG Droit
1992-1994

PRIX DE RECHERCHES

• Prix de Thèse 2005 délivré par le Comité d'Histoire de la Sécurité sociale (P.A.C.A). Comité présidé par monsieur Charles BONIFAY, Ancien Sénateur.

LES DIFFERENTES CHARGES D'ENSEIGNEMENT

• **EMPLOI PRINCIPAL Maître de Conférences en droit Public**, Enseignant-chercheur, Habilité à Diriger les Recherches, Université Toulouse Jean JAURES (Emploi principal). **Laboratoire de rattachement** : CERDAP2 (*Centre d'Etudes et de Recherche sur la diplomatie, l'Administration Publique et le Politique*), Université de Grenoble (2008-septembre 2019)

Enseignements principaux et permanents :

- Droit public (droit constitutionnel, Libertés publiques, droit des collectivités territoriales, Droit administratif, droit constitutionnel étranger).

- Droit européen.
- Droit social.
- Introduction au droit.
- Droit public marocain.
- Théories politiques contemporaines.
- Systèmes politiques comparés.

Enseignements non permanents :

- Séminaire, « Libertés fondamentales » (15 heures), le Caire, du 3 au 8 novembre 2013.
- Cycle de séminaires (9 heures) « Les transitions démocratiques dans le monde arabe : approche constitutionnelle et politique », Université Saint-Joseph, Beyrouth, Liban, 20, 21, 22 mai 2013.
- Cycle de Séminaires (24 heures), « Les transitions démocratiques dans le monde arabe : approche constitutionnelle et politique », Institut d'Etudes Politiques (IEP), Paris, 2012/2013-2013/2014
- Conférence, « La justice en Afrique du Nord : une constitutionnalisation fragilisée (entre réalité et limites) », Réseau africain de droit constitutionnel, Nigéria, 17, 18, 19 mai 2012 (publication en cours).
- Conférence « La protection des droits de l'homme : de l'approche européenne à l'exemple français », Université Metropolitana, Caracas, Vénézuella, 24 février 2011.
- Conférence « La protection des droits de l'homme : de l'approche européenne à l'exemple français », Université Centrale, Institut juridique et politique, Caracas, Vénézuella, 24 février 2011.
- Cycle de Séminaires « La protection des droits de l'homme : de l'approche européenne à l'exemple français », Master Recherche, « Droit de l'homme », Faculté de droit de Marrakech, du 18 au 20 janvier 2012, Laboratoire de Recherches sur la coopération Internationale pour le développement, Master « Droit de l'homme et Libertés publiques ».
- Séminaire, « Justice européenne et droits de l'homme », Faculté de droit, Oran, Magister Droit de l'homme et doctorants, 8 décembre 2011.
- Chargé d'enseignement, Les droits fondamentaux et l'Europe, Institut Européen des Hautes Etudes Internationales, Nice 23 novembre 2007
- Chargé d'enseignement, Droit de la protection sociale, Master 2 Pro « Gestion des Ressources Humaines », Faculté de droit, Nice 2007
- Formateur OBEA, Droit de la protection sociale, préparation UCANSS, CNAV, Paris 2007.
- Intervention Séminaire Master Pro « Droit de la santé/spécialité : « droit de la gestion des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux », Thème d'intervention : Droit de la santé publique et lutte contre les grands fléaux sociaux, Université Paris 8 avril 2007
- Intervention Séminaire Master Pro « Droit de la santé/spécialité : « droit de la gestion des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux », Thème d'intervention : Droit de la sécurité sociale / la loi du 2 janvier 2002 et les droits fondamentaux, Université Paris 8 Mardi 9 janvier 2007.
- Intervention Séminaire Master Pro « Droit de la santé/spécialité : « droit de la gestion des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux », Thème d'intervention : Droit de la sécurité sociale, Université Paris 8 Vendredi 8 décembre 2006
- Intervention Séminaire Master 2 « Recherche/Santé » : Thème d'intervention : Droit de la santé publique et lutte contre les fléaux sociaux, Université Paris 8 Mercredi 5 décembre 2006

- Chargé de cours, Droit public, droit de l'action sociale, droit de la sécurité sociale, Institut de Recherche et de Formation à l'Action sociale de l'Essonne 2006-2007
- Chargé d'enseignement, Droit de la protection sociale, Master 2 « Ressources Humaines », Faculté de droit, Nice 2005-2006
- Chargé d'enseignement, Les droits fondamentaux et l'Europe, Institut Européen des Hautes Etudes Internationales, Nice 2005-2006
- Chargé d'enseignement, Droit de la Sécurité sociale, Conservatoire National des Arts et Métiers 2005-2006.
- Chargé de cours, Droit public, droit de l'action sociale, droit de la sécurité sociale, Institut de Recherche et de Formation à l'Action sociale de l'Essonne 2005-2006
- Chargé d'enseignement, Droit européen, Institut des Hautes études commerciales et comptables, Puget s/argent (VAR) 2004
- Chargé d'enseignement, Droit de la protection sociale, Master 2 « Ressources Humaines », Faculté de droit, Nice 2004-2005
- Chargé d'enseignement, Introduction générale au droit, Conservatoire National des Arts et Métiers 2004-2005.
- Inscrit sur la liste des personnes qualifiées susceptibles d'être appelées à intervenir au Centre National d'Etudes Supérieures de la Sécurité sociale (CNESSS) pour la période 2005/2007.
- Chargé d'enseignement, Institut Européen des Hautes Etudes Internationales. Intitulé du cours : « Les droits fondamentaux et l'Europe », Nice, rentrée universitaire 2004-2005
- Chargé d'enseignement, Droit administratif, Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), Nice 2003-2004
- Chargé d'enseignement en Droit de la Sécurité sociale, Conservatoire national des Arts et Métiers 2003-2004
- Chargé de travaux dirigés en Libertés Publiques (LICENCE), Faculté de Droit, Nice 2001-2002
- Intervenant en cours magistral (30 heures) en Droit de la protection sociale dans le cadre du cours du Doyen R. CHARVIN 2002-2001
- ATER, Droit constitutionnel (DEUG I), Faculté de Droit, Nice 2000-2001
- ATER, Droit constitutionnel (DEUG I), Faculté de Droit, Nice 1999-2000
- Chargé de cours en Droit de la sécurité sociale, CNFPT, Nice 1999-2000
- Chargé de cours en Droit de la sécurité sociale, CNFPT, Nice 1998-1999
- Chargé travaux dirigés en Droit constitutionnel (DEUG I), Faculté de Droit Nice 1998-1999
- Chargé travaux dirigés en Droit constitutionnel (DEUG I), Faculté de Droit Nice 1997-1998

AXES DE RECHERCHES

- Les transitions démocratiques dans les pays arabes.
- Les Droits de l'homme dans le monde arabe.
- L'espace méditerranéen : les relations Nord/Sud.
- La sécurité humaine dans le monde le monde/dans l'espace méditerranéen/dans le monde arabe.
- Le constitutionnalisme arabe.

TRAVAUX UNIVERSITAIRES

- BOUMEDIENE, Malik, « Le statut du citoyen dans la Constitution du 29 Juillet 2011 : quelques réflexions pour l'avenir », dans : 2011-2022: L'An XI de la Constitution marocaine, Publication de la **Revue Marocaine d'Administration Locale et de Développement**, Collection Thèmes Actuels, n° 117, 2022, p. 97-108.
- **Communication**, Congrès Mondial de Droit Constitutionnel, qui se tiendra du 5 au 9 décembre 2022, à l'Université de Johannesburg, en Afrique du Sud.
- Le statut du Wali dans le processus de décentralisation au Maroc : vers une dynamique de consolidation, **REMALD, (A paraitre)**
- **Communication**, « Existe-t-il un droit international de l'Intelligence artificiel ? », Malik BOUMEDIENE, colloque International, Commission Consultative des droits de l'homme, Rabat, le International Colloquium Artificial Intelligence ethics: from emerging standards to perspectives of implementation, July 22 nd and 23 rd at the National Human Rights Council headquarters, Publication des actes (**A paraitre, CNDH,)**
- **Communication**, « La place du Parlement dans la protection des droits fondamentaux en Afrique » Malik BOUMEDIENE, Colloque international, Les droits fondamentaux : Quels enjeux pour le Parlement, Science Po Aix, 23 et 24 juin 2022, salle 3.3, Bât. Cassin, Aix-en-Provence, Direction scientifique : Priscilla JENSEL-MONGE et Audrey BACHERT-PERETTI
- **Communication**, « La nature de l'Etat dans l'Afrique contemporaine : peut-on parler d'Etat protecteur ? », XXé colloque international, Economie politique, Gouvernance et résilience : Comment repenser et rendre l'économie politique plus grande dans l'approche des crises ?, Rabat, 6-7 mai 2022, organisé par le Laboratoire GAMO – UM5R avec le soutien de la fondation Hanns Seidel (**actes du colloque à paraitre**)
- **Communication**, « L'intégration du Maroc au sein de l'accord de libre échange – Afrique continentale : opportunités et dangers », Université Agadir, 16 avril 2021.
- **Communication**, « La loi organique n°04.21 du 17 février 2021 et la question de la réforme du quotient électoral au Maroc », Fondation Lafqui Titouani, le 26 mars 2021.
- Malik BOUMEDIENE, "La Bonne Gouvernance et l'Afrique / Les avancées en 2019", Rapport annuel sur la Géopolitique 2020, PCNS, 2020.
- **Communication**, « La place des processus de démocratisation dans la Gouvernance en Afrique au XXIème siècle : état des lieux et réflexions prospectives », in Journée d'Etude, 22 octobre 2020, « Quel modèle de développement et de gouvernance à l'ère post- Covid-19 ? », organisée par : **La Revue**

Marocaine d'Audit et de Développement (REMA), La structure doctorale « Gouvernance de l'Afrique et du Moyen-Orient »/GAMO et le Centre International des Études Stratégiques et de Gouvernance Globale (Global Governance Center).

- **Communication**, « Le Covid 19, l'Etat et les droits fondamentaux : l'exemple du Maroc », Webinaire Pouvoirs politiques et paix sociale à l'épreuve du Covid-19, organisé par l'IRDEIC, 5 juin 2020, Université Toulouse 1.
- « L'Algérie : l'impossible sortie de crise ? », Malik BOUMEDIENE, in IFRI, **Rapport RAMSES 2021**.
- « La nouvelle Constitution Tunisienne du 27 janvier 2014 et le statut de la justice : Quels impacts dans le processus de construction de l'État de droit ? », Malik BOUMEDIENE, in **Revue Internationale de droit comparé**, n° 2-2020, 2020, P.
- Malik BOUMEDIENE, "Le statut de la justice et son impact sur l'Etat de droit dans la Tunisie post/révolutionnaire", in **Cahiers Inter-Universitaires d'Etudes et de Recherche-Actions pour le Développement de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (CIERAD-ACP)**, volume n°9-2020
- « La nouvelle constitution Tunisienne du 27 janvier 2014 et le statut de la justice : quels impacts dans le processus de construction de l'Etat de droit ? », Malik BOUMEDIENE, in **Revue Franco-Magrébine de droit**, n°26, 2020.
- **Communication**, « L'Union européenne, le droit et la question migratoire à l'aune des droits fondamentaux : un positionnement critiquable », Colloque International, « La Migration dans l'espace Euro-méditerranéen dans le contexte des relations Marco – Afrique – Europe », Agadir le 6 et 7 décembre 2019.
- **Communication**, « L'Union européenne, le droit et la question migratoire à l'aune des droits fondamentaux : un positionnement critiquable ? », Colloque international, « Immigration regards croisés », 17, 18 et 19 décembre 2018 à Sousse, Tunisie.
- **Communication**, « La place du droit dans l'autonomisation de la femme au Maroc », Malik BOUMEDIENE, in Colloque International, Pouvoir des femmes entre leadership et résistances : état des lieux, 28 et 29 novembre 2018, Université Doukkali, Maroc.
- Malik Boumédiene, « Les nouveaux mouvements constitutionnels dans le monde arabe (2011-2018) », in **Les Annales de droit**, n° 12 / 2018.
- **Communication**, « De quoi le soulèvement du RIF est-il le nom ? La crise rifaine : entre mobilisations sociales et revendications identitaires », Malik BOUMEDIENE, in Journée Internationales d'Etudes, Dynamiques identitaires et reconfigurations territoriales en Afrique du Nord et au Moyen-Orient aujourd'hui, IEP Grenoble, 9 mars 2017.
- « Les nouveaux mouvements constitutionnels dans le monde arabe 2010-2016 », Malik BOUMEDIENE, in **Revue Franco-Magrébine de droit**, n°24, 2017, P. 17.
- **Communication** "LA PLACE DE L'ARMEE EN TURQUIE ET EN EGYPTTE: VERS UNE RECONFIGURATION PAR LE DROIT ? », in Colloque international, (R)évolutions contrastées : le rôle des forces armées en Égypte et en Turquie, INALCO (CERMOM) Paris, Normandie Université (Le Havre), Institut oriental de l'Académie des sciences (Prague), Académie des Sciences, Prague les 8–9 juin 2017.
- **Communication** « Les constitutions arabes post-révolutionnaires : vers la constitutionnalisation de contre-pouvoirs ? (entre réalités et résistances) », Association Française de Droit Constitutionnel, Xe Congrès français de droit constitutionnel, Lille, 22, 23 et 24 juin 2017, Congrès de Lille.

- **Communication** « La question du féminisme et le statut de la femme dans le monde arabe: entre avancées et résistances », *in* Colloque International Université Toulouse 1 Capitole « Femmes, de l'objet au sujet : Quand le droit et le militantisme féministe se rencontrent ! », 15-16 Juin 2017.
- **Communication**, « La justice dans la Tunisie post-révolutionnaire : Quelles avancées ? » *in* Colloque international « Justice et politique dans le Magreb post-révoltes arabes/ Réformes, Institutions, Réconciliation », Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC)/European Research Council (ERC- Tarica), 21 et 22 avril 2017, Tunis.
- **Communication**, « La place des droits fondamentaux dans la constitution palestinienne: Quelle réalité ? », *in* Colloque « La constitution Palestinienne », le 16 février 2017, the UNESCO Chair on Human Rights and Democracy and Peace at An-Naja University/Palestine.
- **Communication**, Les dangers de l'Etat d'urgence : l'expérience arabe, *in* colloque « L'état d'urgence/ De l'exception à la banalisation », 24 & 25 novembre 2016, Centre de Théorie et Analyse du Droit, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.
- **Communication**, La question de la moralisation de la vie politique en Tunisie, Maroc et Algérie, *in* colloque « Financement et moralisation de la vie politique. Perspective comparée », 24 & 25 octobre 2016, Université de Bourgogne, Dijon, CREDESPO.
- **Communication**, « La révision constitutionnelle Algérienne du 7 mars 2016 : une portée limitée », *in* Table ronde « La révision constitutionnelle algérienne du 7 mars 2016 », sous la présidence du Professeur Bertrand MATHIEU, 11 octobre 2016, Paris Sorbonne.
- **Communication**, « Les transitions constitutionnelles dans le monde arabe : réflexion prospective sur la Tunisie, 17 mai 2016 (CREDOF, Paris 10).
- **Communication**, « La question de la modernité dans les systèmes politiques arabes : quelle réalité ? », Colloque Internationale, 5 et 6 mai 2016, « La modernité inégale : Pouvoirs, avoirs et savoirs dans une démocratie généralisée », Marrakech (Maroc).
- **Communication** : « L'émergence d'un droit du terrorisme : les libertés publiques sous tension.....? », Table ronde du 15 mai 2015, La place des libertés publiques dans la lutte contre le terrorisme, **Revue des droits de l'Homme**, n° (à Paraitre 2016), CREDOF, Université Paris 10.
- **Communication**, « « La question de la moralisation de la vie politique en Afrique du Nord dans les pays post révolutionnaires : Quelles avancées ? », Colloque 27 et 28 octobre 2016, Clair -obscur : transparence et moralisation de la vie politique en perspective comparée, Université de Bourgogne Franche-Comté Campus de Dijon – Maison des Sciences de l'Homme 27 et 28 octobre 2016 Projet porté par le CREDESPO (EA 4179) (à paraître 2016).
- L'armée, la police et la justice dans la Tunisie Contemporaine, Malik BOUMEDIENE, **Pouvoirs, Revue Française d'études constitutionnelles et politiques**, n°156- 2015.
- Etre Charlie, Edito, MALIK BOUMDIENE, MARIE-XAVIRE CATTO, VRONIQUE CHAMPEIL-DESPLATS, CLINE FERCOT, SOPHIE GROSBON, TATIANA GRNDLER ET STPHANIE HENNETTE-VAUCHEZ, **Revue des droits de l'Homme**, n°7, CREDOF, Université Paris 10, 2015.

- **Communication**, « Le printemps arabe : peu-ton parler de révolution (l'approche constitutionnaliste), Université de Naplouse (Palestine), 9 juin 2015.
- **Communication**, « La place des droits fondamentaux et la Grande guerre : entre consolidation et régression », 26 et 27 novembre 2015, Forum des savoirs, MSH : *Colloque "La Grande Guerre et le Droit Public"* sous la direction de Elina Lemaire (MCF Université de Bourgogne), Romain Rambaud (Professeur Université de Grenoble/ à paraître).
- **Communication**, « La place des libertés publiques dans la lutte contre le terrorisme dans le monde arabe : les libertés à l'épreuve de la sécurité », 18 juin 2015, (Revue des droits de l'homme, (à paraître).
- **Communication**, L'état des transitions constitutionnelles, table ronde « Révolution, contre révolution et crises politiques dans le monde arabe », 7 juin 2014, Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques (C.E.D.S, Paris).
- **Communication**, Malik Boumediene, Révolutions arabes et renouveau constitutionnel : une démocratisation inachevée, (Dossier thématique : Révolutions et droits de l'Homme (II). Aspects politiques : le cas des révolutions arabes et moyen-orientales), in *Revue des droits de l'homme*, n°6, décembre 2014.
- **Communication**, introduction générale, table ronde, « Droits de l'homme et printemps arabes », CREDOF, 10 octobre 2013 (Dossier, *Revue des droits de l'homme*).
- Le renouveau constitutionnel en Egypte et la démocratie/ les apports de la Constitution du 26 décembre 2012, *Revue des droits de l'homme*, n°3, juin 2013 (CREDOF/Faculté de Nanterre).
- Séminaire, « Le nouveau constitutionnaliste arabe & les révolutions arabes : une démocratisation inachevée », Centre Français de Recherche de Jérusalem (CNRS/MAE), Israël, 29 avril 2013 au 5 mai 2013.
- **Communication**, « Les idées des Lumières et le printemps arabe. La place des Lumières dans le constitutionnalisme post-révolutionnaire », in colloque, Les Lumières et la question nationale dans les pays arabo-musulmans, Université de Savoie, Université Stendhal Grenoble 3, 17 & 18 octobre 2013, Publication : Edition Garnier 2017, P. 243-264.
- Conférence, « Les transitions démocratiques dans le monde arabe : approche constitutionnelle et politique », Université McGill, Centre de Recherche de Droit Public, Matinées constitutionnelles, Montréal, 17 janvier 2013.
- **Communication** « La sanction internationale et les droits de l'homme », Colloque « La sanction internationale » (31 mai 2013,) Université Paris 5, Centre Maurice Hauriou, Paris, **A paraître**
- **Communication**, «Le renouveau constitutionnel et les révolutions arabes : un processus de démocratisation inachevé », colloque, « La nouvelle constitution à l'épreuve de la pratique », Rabat, Maroc, 19 avril 2013, Centre de Recherche en Droit Constitutionnel et Science Politique, ed. *La croisée des chemins*, Casablanca, 2014, P. 101.
- « Les transitions démocratiques dans le monde arabe : approche politique et constitutionnelle », in *Revue de la Recherche juridique, Droit prospectif*, n°2012-4.

- **Communication**, « Vers une consolidation des droits de l'homme en Europe: la réalité d'une convergence », Cracovie, Pologne, 23 & 24 novembre 2012 (publication à venir).
- **Communication**, « Le contrôle comme fondement de la bonne gouvernance: l'exemple du Maroc », Colloque Université D'Oran (Algérie), 24 & 25 avril 2012, Ed. DPS, 2013, P. 145.
- **Communication**, « Les transitions démocratiques au Maghreb : l'exemple du Maroc », **Colloque Toulouse** « Les régimes arabes dans la tourmente: la révolution entre communication et réactions internationales », 4 novembre 2011, Toulouse, Publisud, 2012, P. 81.
- « De l'Etat social à l'Etat libéral : l'exemple de la protection sociale en France », in **Mélanges offerts au Professeur Edmond JOUVE**, Vers un Monde Nouveau, Tome 1, BRUYLANT, 2010 , P. 163.
- **Communication**, « La réforme de l'Etat dans le monde arabe : l'exemple du Maroc », Bruxelles, 14 et 15 mai 2009. Colloque « L'administration vu d'en bas », Université Libre de Bruxelles. Publication actes du colloque : Edition Pyramides, n°19, 2010, P. 129.
- **Communication**, « La sécurité humaine comme fondement d'une Union pour la Méditerranée », Colloque, GRET, Université de Rabat, 10, 11, 12 avril 2009. Colloque intitulé « Euroméditerranée : Histoire d'un futur » (Rabat, Maroc). Publication actes du colloque : Edition L'Harmattan (France), 2010, 278 P.
- **Communication**, « La sécurité humaine : le cas du Maroc », Institut Français d'Analyse Stratégique, Paris, 17 octobre 2008.
- **Communication**, « Réflexions sur la protection des droits fondamentaux en Europe », Centre de Droit Public, Université de Montréal, 7 octobre 2008 (voir retransmission internet).
- **Communication**, « De l'Etat social à l'Etat libéral : l'exemple de la protection sociale en France », Symposium international, SIRTE (Lybie), 18-19 juillet 2008.
- **Communication**, Journée d'étude, « L'évaluation et travail social », Figeac, 28 mars 2008. Intitulé de l'intervention : « Les droits fondamentaux, les usagers et la loi du 2 janvier 2002 ».
- **Communication**, colloque international, « flux migratoires », Marrakech, février 2008. Intitulé de l'intervention : « L'Europe et les politiques d'immigration ».
- **Collaboration à la rédaction de l'ouvrage** du professeur Robert CHARVIN, Droit de la protection sociale, l'Harmattan, 2007, 253 P.
- « L'Etat d'urgence : concilier la sauvegarde de l'ordre public et la protection des libertés individuelles ? », in **Revue de la Recherche juridique, Droit prospectif**, n°2006-4, décembre 2006.
- « Vers une limitation de la souveraineté pénale des Etats, (CJCE, *Commission européenne c/ Conseil de l'Union européenne*, 13 septembre 2005), in **La Revue administrative**, n°350, mars 2006, P. 156.
- « La consolidation de la place du préfet dans l'administration déconcentrée de l'Etat (le décret n°2004-374 du 29 avril 2004) », Article, in **La Tribune du Droit Public**, novembre 2005/1, n°17, P. 55.
- « La place des langues régionales dans le service public de l'enseignement. A propos de l'arrêt n°238653 du Conseil d'Etat en date du 29 novembre 2002 » in **La Tribune du Droit Public**, 2004/1 (novembre 2004) – VIII- n°15, P. 5.
- « L'étendue du contrôle du juge administratif et l'application par le Président de la République de l'article 73 de la Constitution », CE 4 décembre 2003 « M. FELER », note sous arrêt, in **Les Petites Affiches**, 1^{er} octobre 2004, n°197, P. 8.

- « La consolidation de la place du préfet dans l'administration déconcentrée de l'Etat (le décret n°2004-374 du 29 avril 2004) », Article, in *Actualité Juridique – Droit administratif- (A.J.D.A)*, 13 septembre 2004, n°30/2004, P. 1644.
- « La réparation de la contamination par VIH du praticien hospitalier dans l'exercice de son activité » CE 10 octobre 2003 « Consorts Cohen », note sous arrêt, in *Droit ouvrier*, n°669, Avril 2004, P. 180.
- « Le juge administratif : un gardien de l'égalité d'accès à l'instruction », Cour administrative d'appel de Paris (formation plénière), 6 novembre 2003, *UNI c/ IEP*, note sous arrêt, in *Jurisclasseur-Droit administratif*, n°2, février 2004.
- « Les opérations référendaires devant le juge administratif », Chronique, in *Juris-classeur, Collectivités Territoriales – Intercommunalité* – n°12, décembre 2003, P. 4.
- « Le régime constitutionnel marocain », in *Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger*, novembre-décembre 2003.
- CE 30 juillet 2003, « *Association pour le développement de l'aquaculture en région centre et autres* », note sous arrêt, in *Les Petites Affiches*, mardi 16 décembre 2003, n°250, P. 11.
- « Les apports du Conseil d'Etat à travers l'arrêt du 6 décembre 2002 en ce qui concerne la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales », note sous arrêt, in *Semaine juridique, Ed. Générale*, 30 juillet 2003, II, 10 133.
- *Ouvrage*, *La place de la loi et du contrat dans la garantie du droit à la protection sociale de 1945 à nos jours*, **Tome 1**, Ed. Publibook-université, 2004.
- *Ouvrage*, *La place de la loi et du contrat dans la garantie du droit à la protection sociale de 1945 à nos jours*, **Tome 2**, Ed. Publibook-université, 2004.
- « L'évolution de la protection des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles : de la logique solidaire à la logique assurantielle », in *Revue de Droit sanitaire et social*, n°2, avril-juin 2003.
- « La loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 : quelques réflexions au vu du droit à la protection sociale », in *Droit ouvrier*, juin 2003.
- « La démocratie comme fondement du droit de la mutualité », in *Droit ouvrier*, décembre 1999.
- Article, « La directive 2003/86/CE du Conseil en date du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial », (non publiée).
- « L'étendue des pouvoirs du Premier ministre et les opérations de redécoupage touchant la carte cantonale », (Conseil d'État 21 janvier 2004, « M^{me} G. Boulanger » et « M. A. Guinde, Département des Bouches du Rhône »), note sous arrêt (non publiée).
- « Le rôle régulateur du Conseil d'Etat », Travail effectué dans le cadre de la maîtrise de droit public, 1996.

COLLABORATION AU SEIN DE DIFFERENTS LABORATOIRES

- Laboratoire de rattachement «CREDOF » (Université Paris Nanterre la Défense).

- Membre de « Chaire des droits de l'homme », sous la direction du professeur SEDJARI (Rabat Maroc).
- Maître de conférences associé au sein de L'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC, Unité mixte (CNRS, USR 3077), Tunis).
- Maître de conférences associé au sein du Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (CEDEJ), Le Caire (Egypte).
- Membre de l'équipe de recherche « Equipe de recherche en science politique & droit constitutionnel » sous la Direction du professeur BENDOUROU (Rabat, Maroc).
- Membre du Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS), Etudes Africaines en France.
- Membre du Laboratoire Méditerranéen de droit public.

INTERVENTIONS DANS LES MEDIAS

- L'Algérie : un pays à la dérive sur la scène internationale, Maroc-diplomatique, 26 janvier 2023.
- Article, L'affaire Pegasus et la tentative de déstabilisation du Maroc, in Maroc diplomatique, juillet 2021, P. 52.
- Article, Réflexions sur le projet de loi constitutionnel Algérien de mai 2020, in Maroc Diplomatique, juin-juillet 2020.
- Interview, L'élection présidentielle Algérienne et les réponses aux attentes de la société, TV5 Monde, 3 janvier 2020.
- Interview, Présidentielle en Algérie : faux duel au sein du sérail, JDD du 9 décembre 2019.
- Interview-débat, Télé, Face à l'Info, le Matin, Casablanca, Maroc, le 5 décembre 2019, <https://www.youtube.com/watch?v=s0FuaN1DbeE>.
- Interview, Radio pluriel, le 31 juillet 2019, « La liberté de la presse dans le monde arabe ».
- Interview Medhi1 internationale (Radio/ Tanger/ Maroc), le 9 juillet 2019, La question Algérienne : une situation non conforme à la loi constitutionnelle ?
- Consultation/Interview donnée, Décryptage : les quatre scénarios de sortie de crise qu'il faut pour l'Algérie pour ne pas sombrer, AlgériePart, <https://algeriepart.com/2019/03/31/decryptage-les-4-scenarios-de-sortie-de-crise-quil-faut-a-lalgerie-pour-ne-pas-sombrer/>, 21 mars 2019.
- Consultation/Interview donnée au quotidien « Jeune Afrique », le 12 avril 2019 (la lutte contre la corruption. Comparaison Algérie/Tunisie).
- Consultation/Interview donnée au quotidien « Jeune Afrique », le 23 décembre 2018.
- Consultation/interview donnée au quotidien « La Croix » au sujet des élections présidentielles et législative en Mauritanie, vendredi 14 septembre 2018.
- Intervention France culture le 16 janvier 2014. Emission « Enjeux internationaux », sujet : l'Egypte et le référendum constitutionnel.

- Membre de l'Association Française de Droit Constitutionnel.
- Membre de l'Association Internationale Droit Constitutionnel.
- Membre de la Société de Législation Comparée.
- Membre de l'Institut d'Etude sur le droit et la justice dans les sociétés arabes.

ENCADREMENT ET RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

- Membre du Comité de suivi de la thèse de Mademoiselle Olivia GANZON, « L'écriture africaine des droits fondamentaux dans un contexte intellectuel européen-centré. Le cas du Bénin et du Congo », thèse effectuée sous la direction du professeur Lauréline FONTAINE, Université Sorbonne Nouvelle, Paris 3, Comité de suivi / juillet 2020.

- Membre du Comité de suivi de la thèse de Mademoiselle Olivia GANZON, « L'écriture africaine des droits fondamentaux dans un contexte intellectuel européen-centré. Le cas du Bénin et du Congo », thèse effectuée sous la direction du professeur Lauréline FONTAINE, Université Sorbonne Nouvelle, Paris 3, Comité de suivi réuni le 21 juin 2019.

- Membre du Conseil de laboratoire du Centre d'études et de Recherches sur les droits fondamentaux (Université Paris 10 Nanterre 2014-2018)

- Direction de thèses actuel :

- Selem ALHABTI, « *L'impact de l'Islam sur le droit public des pays arabes* », 2 février 2019, Université Grenoble.
- Juan Carlos Ondo, « *La protection du droit fondamental aux garanties procédurales en Guinée Equatoriale* », depuis le 7 novembre 2018, Université Nanterre.
- Soumia KHELLOUF « *Le statut de la femme arabe : quelle évolution à la lumière des réformes constitutionnelles et législatives post révolutionnaires* », depuis le 4 décembre 2017, Université Nanterre.

- Thèses soutenues sous ma direction :

- Marwa SWEDAN, *Le cadre juridique limité des droits de l'enfant : l'exemple libyen* », Grenoble, le 13 septembre 2022.

- Hussein ALAHWAL *La Question des droits de l'Homme en Libye : tentatives, obstacles et spécificités*, le 4 octobre 2019, Université Nanterre.
- M. KHALIFA Otman, « *La protection de la vie privée à l'heure des nouvelles technologies* », soutenue le ??????, Université Nanterre.
- Hallhusam ZARIGAN, « *Le cadre juridique de l'intervention militaire pour la protection internationale des civils face aux violations graves des droits de l'homme par leur Etat* », le 28 juin 2018, Université Nanterre.
- HUSAM Ali Saleh Alhaj Embarak, « *Le principe de séparation des pouvoirs dans le monde arabe. Etude comparative des expériences de la Libye la Tunisie, l'Egypte L'Algérie et le Maroc* », Soutenance 27 mars 2018, Université Nanterre.
- Sirag Alkilani « *La positions libérale de la Cour suprême libyenne* », 26 avril 2018, Université Nanterre.
- M. ALHADAD Ibrahim, « *Le droit international à l'épreuve des grandes puissances : légalité et illégalité des interventions militaires*», 26 juin 2018, Université Nanterre.
- HAMIDA EL GHADHAFI « *La protection constitutionnelle des droits de l'homme dans le monde arabe/étude comparée* », 29 juin 2018, Université Nanterre.

Membre de jury de thèses

- Membre de jury de thèse (rapporteur) intitulée "*La clause des droits de l'homme dans l'Accord d'association entre l'Union européenne et la Tunisie*", Le lundi 13 décembre 2021, soutenue en droit public sous la direction du professeur Eric Pechillon. Etaient membre du jury: Malik Boumediene (MCF / HDR). Université de Bretagne.
- Membre de jury de thèse (rapporteur) intitulée "*Le monde et la révolution libyenne en 2011*", Le lundi 12 octobre 2020, soutenue en histoire contemporaine sous la direction du professeur Michel Boivin. Etaient membre du jury: Malik Boumediene (MCF / HDR) ; Professeur Almarache, (Université de Libye, rapporteur); Edmond Jouve professeur université Descartes Paris (président du jury); Brando Hélène Paris-Sorbonne.
- Membre jury de thèse (rapporteur extérieur), Monsieur Prince Israel KOYA, « *Analyse des stratégies de domination politique et économique de l'Occident en Afrique de l'Ouest : de la colonisation à nos jours* », sous or la direction du professeur Pascal CHAIGNEAU, le 13 février 2019, Université Paris 5. Composition du jury : Jean David AVENEL, professeur et Doyen de la Faculté ;

Malik BOUMEDIENE, MCF HDR Droit Public, université Toulouse Jean-JAURES ; professeur Pascal CHAIGNEAU, Université Paris Descartes, Professeur Reda MEZOUÏ professeur à l'Université d'Alger ; Fouad Nohra, MCF HDR, Université Paris Descartes.

- Membre jury de thèse, Monsieur MOUSA Faraj, « Eléments et structures du discours djihadiste sur internet. Une étude quantitative comparative », sous la direction de Mr Sacha Raoult, 10 décembre 2018, Université AIX-MARSEILLE UNIVERSITÉ.

- Membre jury de thèse (rapporteur extérieur), Abdelhakim Sami soutient sa thèse de science politique : « Etudes des partis politiques depuis la tentative d'ouverture démocratique en Algérie (1989-2014) », 6 mars 2018, à 14h, à Sciences Po Lyon, 14 avenue Berthelot (salle du Conseil) : Composition du jury : M. ADDI Lahouari, Professeur des universités, Institut d'Études Politiques de Lyon (directeur de thèse) ; M. FERREOL Gilles (rapporteur), Professeur émérite des universités, Université de Franche-Comté ; Mme MARYNOWER Claire, Maitresse de conférences, IEP Grenoble ; M. MALIK Boumédiène (rapporteur), Maître de conférences HDR, Université Toulouse 2 ; Mme LEVEQUE Sandrine, Professeure des universités, Université Lumière Lyon 2.

- Membre jury de thèse (rapporteur extérieur), Monsieur EL ZENATI, « Le pouvoir de l'administration dans la modification et la résiliation unilatérales des contrats administratifs/ Etude comparative des droits français, égyptien et libyen », sous la direction de Laurent VIDAL (MCF-HDR/Paris sorbonne), le 23 novembre 2017, Université Paris 1-Sorbonne.

- Membre jury de thèse (rapporteur extérieur), Mehdi ABDYOU « L'alignement du droit marocain du transport aérien et son volet sécuritaire sur le droit de l'Union européenne » sous la direction du professeur Philippe GUILLOT, Le 1 décembre 2017, Université Rouen -Normandie.

- Membre jury de thèse (rapporteur extérieur), Thèse de Monsieur Fathi ZERARI, L'autonomie des collectivités locales et les fondements du Conseil de la Nation en Algérie Sous la direction de Monsieur Jean-Pierre DUPRAT Professeur émérite de droit public à l'université de Bordeaux Soutenu le 26 septembre 2017. Membres du jury : M. DUSSART, Vincent Professeur Université Toulouse1- Capitole rapporteur M. BRISSON, Jean-François Professeur Université de Bordeaux - ILLD rapporteur M. BOUMEDIENE, Malik Maître de conférences de Droit public, HDR, Université Toulouse Jean-Jaurès IUT de Figeac, Membre du CREDOF-Université Paris 10 rapporteur

- Membre jury de thèse (rapporteur extérieur), Muhannad MASWADI, « Recherche sur l'efficacité de l'aide publique au développement de l'Union européenne à destination de la Palestine », 27 juin 2017 à 14h30, Paris-Sorbonne, Membres du jury: Monsieur Malik BOUMEDIENE, Maître de conférences HDR à l'Université de Toulouse JEAN-JAURES, Rapporteur ; Madame Chahira BOUTAYEB, Maître de conférences HDR à l'Ecole de droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Directrice de thèse ; Monsieur Daniel DORMOY, Professeur émérite de l'Université Paris XI ; Monsieur François FRISON-ROCHE, Chercheur au CNRS, Université Paris II Panthéon-Assas ; Monsieur Ahmad SWAITI, Professeur à l'Université d'Hebron ; Monsieur Paul TAVERNIER, Professeur émérite de l'Université Paris XI, Rapporteur ; Madame Marta TORRE-SCHAUB, Chercheur HDR au CNRS, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

- Membre jury de thèse (rapporteur extérieur), « Les conséquences de la transition politique en Libye sur l'organisation administrative locale », M. AIMEN ELMANUNI (Directeur Professeur ANDRE DAUTERIBES, Bourgogne, 6 avril 2017.

- Membre jury de thèse (rapporteur extérieur) « La question coréenne et le problème de la réunification », Faculté de Nice, 3 avril 2015, (Directeur de Thèse Professeur R. CHARVIN).

- Membre jury de thèse (rapporteur extérieur) « Le contrôle de constitutionnalité des lois en France et en Egypte », Faculté de Bordeaux, 18 mars 2015, (Directeur de Thèse Professeur Sébastien PLATON)

- Membre jury de thèse (rapporteur extérieur) « La dimension africaine de la politique étrangère Libyenne », Faculté de Clermont-Ferrand, septembre 2012, (Directeur de Thèse Professeur Robert PONCEYRI)
- Membre jury de thèse (rapporteur extérieur) « La mise en oeuvre de la Convention internationale sur les droits de l'enfant en droit international et en droit libyen », Faculté de Clermont-Ferrand, 6 juillet 2011, (Directeur de Thèse Professeur Franck Latty).
- Membre jury de thèse (rapporteur extérieur) « Les mécanismes d'aide au développement : FMI et OMC », Paris 18 juin 2009, (Directeur de Thèse Edmond JOUVE).
- Membre jury de thèse (rapporteur extérieur) « Les investissements étrangers en Iran », Paris 5, le 16 mai 2009, (Directeur de Thèse Edmond JOUVE).
- Membre jury de thèse (rapporteur extérieur) « Médias et relations internationales », Nice le samedi 19 janvier 2007 (Directeur de Thèse Doyen R. CHARVIN).
- Membre jury de thèse (rapporteur extérieur) « L'intégration forcée de l'Afrique dans le processus de mondialisation/ Structuration des économies/ Déstructuration des Etats », Paris, le 24 novembre 2008 (Directeur de Thèse : Professeur Edmond JOUVE).
- Directeur de Mémoire, Master 2 « Gestion des établissements sociaux et médico-sociaux », « Quelle évolution du droit de la santé au travail », Paris 8, 2007-2008.
- Tuteur de stage/responsable suivi mémoires et rapports de stage (IRFASE/Ecole de formation en travail social), Essonne, 2005-2006/2006-2007.
- Responsabilité en matière d'encadrement de travaux dans le cadre du Master Pro, Paris 8 « Droit de la santé (spécialité : droit de la gestion des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux) » 2006-2007/2007-2008
- Membre du jury des académies de CRETEIL-PARIS-VERSAILLES pour le diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé (DEES) juin 2006
- Membre du jury des académies de CRETEIL-PARIS-VERSAILLES pour le diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé (DEES) juin 2007
- Membre du jury VAE (soutenance mémoire) en vue de l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS) juin 2007/mai 2008
- Membre de jury, Mémoires, Master 2 pro, « Gestion des établissements sociaux et médico-sociaux », Paris 8, le 16 septembre 2008.
- Membre de jury, Mémoires, DESU, Droit de l'enfant, Paris 8 9 juillet 2008

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

- Elu au Conseil scientifique qualifié (2017-2020 Université de Toulouse Jean JAURES).
- Elu au Conseil d'Administration de l'IUT de Figeac (2018-.....).

ACTIVITES SCIENTIFIQUES

- **Expertise / Evaluation** d'un article (portant sur le droit constitutionnel marocain) proposé pour la publication au sein de dans la Revue Lex Electronica (Revue du Centre de droit Public – UQAM – Canada), avril 2023.
- Co-organisateur (avec le professeur Joni ASSI, Université de Najah/ Palestine), conférence, La constitution Palestinienne, “La place des droits fondamentaux dans la constitution palestinienne: Quelle réalité ? », on Thursday, February 16th, 2017, the UNESCO Chair on Human Rights and Democracy and Peace at An-Najah in cooperation with Paris Nanterre University organized a study day on the Palestinian constitutional law at the Zafer Al-Masri Auditorium in the Old Campus.
- Co-organisateur (avec le professeur BERTRAND MATHEU), Table ronde (CREDOF, Paris 10/CRDP, Paris 1), « La réforme constitutionnelle algérienne du 7 mars 2016 », 11 octobre 2016 (Lieu : Paris 1 Sorbonne). Table ronde présidée par le professeur Michel VERPEAUX.
- Membre du Conseil de laboratoire du Centre d'études et de Recherches sur les droits fondamentaux (Université Paris 10 Nanterre). Depuis Janvier 2016-2019.
- Organisateur, Table ronde, « Les transitions constitutionnelles dans le monde arabe / Réflexion prospective (Libye, Yémen, Tunisie), 17 mai 2016 (CREDOF, Paris 10). Intervenants : Professeur François FRISON-ROCHE, Université Paris 2, Malik BOUMEDIENE, MCF HDR (Paris 10), Professeur AL KINIAbuda, l'Université de Tripoli (Libye), Ed. Varennes, septembre 2017.
- Organisateur, Colloque, Le Message royal au Maroc : quel impact sur le droit public marocain ? », (Projet 2016).
- Organisateur, Table ronde, 18 juin 2015, « La place des libertés publiques dans la lutte contre le terrorisme », CREDOF, (Université Paris Nanterre La défense).
- Organisateur, Table ronde, 19 juin 2014, « Le nouveau constitutionnalisme Egyptien ou la démocratisation tempérée », CREDOF, (Université Paris Nanterre La défense).
- Organisateur, Table ronde, octobre 2014, « La constitution tunisienne post révolutionnaire », CREDOF, (Université Paris Nanterre La défense).
- Organisateur, Table ronde le 10 octobre 2013 sur « Les révolutions arabes et les droits de l'homme » ; CREDOF, (Université Paris Nanterre La défense).
- Membre de la commission de sélection de droit public (Faculté de Droit de Tours, 14 mai 2013).
- Membre du Conseil scientifique (IUT, Université de Toulouse 2, 2010-2014).

RESPONSABILITES EDITORIALES

- Membre du Comité scientifique de la Revue "AL-Kanoun », Centre Universitaire Ahmed Zabana – Relizane, Institut des Sciences Juridiques et Administratives Algérie.
- Membre du Comité scientifique de la Revue des Droits de l'homme (Faculté de droit-Paris 10 Nanterre)
- Membre du comité scientifique de la Revue Internationale de l'Université de Bani Suef (Le Caire, Egypte).

OUVRAGES

- *Sa Majesté Mohammed VI / Une vision au service de l'action et du peuple* (300 Pages / en voie de finition) / Publication septembre 2023.
- *Le Qatar : un médiateur pour la Paix*, Ed. Events, mai 2023.
- *Traité de droit constitutionnel et Systèmes politiques africains* (600 Pages) Publication en 2024
- Sous la direction de Malik BOUMEDIENE et François FRISON-ROCHE, « Les transitions constitutionnelles dans le monde arabe / Réflexion prospective (Libye, Yémen, Tunisie), 17 mai 2016 (CREDOF, Paris 10). Ed. Varennes, septembre 2017.
- *Leçon de droit constitutionnel*, Ellipse, juin 2015.
- *Le droit en action sociale*, Ed. Dunod, 2008.

MEMBRE ASSOCIATIF

- Membre de l'Association Française de droit constitutionnel (Paris)
- Membre de l'Association internationale de droit constitutionnel.
- Membre de la Société de Droit comparé (Paris).

VOYAGES

- Cuba, Thaïlande, Chine, Espagne, Italie, République Tchèque, Maroc, Tunisie, Allemagne, Autriche, Malte, Grande-Bretagne, Inde, Syrie, Libye, Egypte, Chypre, Turquie, Russie, Emirat arabes unis (Dubai) ; Canada ; Japon, Roumanie, Suisse, Algérie, Jordanie, Corée du Nord, Cambodge, Vénézuëla, Nigéria, Portugal, Pologne, Liban, Israel, Palestine, Croatie, Etats-Unis, Danemark ; Norvège ; Guinée Equatoriale (mars 2018) ; Mauritanie (février 2018) ; Sultanat d'Oman (avril 2018) ; Qatar (octobre 2019).

LANGUES

- Anglais.

- Arabe.